

Mar.
28
Août

MEDIAPART

Rechercher ok

Accédez aux archives

MON TABLEAU DE BORD

FSSSI

Mon espace perso 0 nouveau message
Mon blog 0 demande de contact

LE JOURNAL INTERNATIONAL FRANCE ECONOMIE CULTURE ENGLISH

LE CLUB

La politique économique et sociale de Hollande déçoit

Le régime Assad veut semer la terreur au Liban

Afrique et Syrie: l'Elysée a décidé de bouger

Nucléaire : les rapports qui contredisent Montebourg

La République exemplaire ? Un cas d'école au ministère de la défense

Le traité «Merkozy» divise les socialistes

« Louie », ou la maison comédie et le monde

Le Front de gauche veut donner la priorité aux mobilisations sociales

Les sales méthodes du GPIS, chargé de surveiller les HLM parisiennes

«Moi, Jean Gabin», ou la gloire tardive de Goliarda

Gouverner et rester mobilisés : le grand dilemme des écologistes

Salarial étudiant : les mauvais comptes de l'UNEF

Greenpeace: « Tous les signaux envoyés par le gouvernement sont négatifs »

Syrie : comment travaillent les humanitaires

L'Irak est en pleine « régression autoritaire »

Laurent Binet, tout petit gonzo socialiste Sexe, justice et Wikileaks

Les gibbons chantent comme des sopranos

Le destin contrasté des glaciers de l'Himalaya

Québec: les étudiants de la rue aux urnes

Marilyn en fragments

Les Jeux Olympiques du livre

Serge Daney, dans le texte

Enquête sur les théories du complot

L'enfance sans parent Série séries!

Immigration : les mères tunisiennes contre le «cimetière marin»

05 JUIN 2012 | PAR CARINE FOUTEAU

LA MÉDITERRANÉE, CIMETIÈRE MIGRATOIRE (1/11)

ENTRETIEN | PROLONGER | 47 COMMENTAIRES

1 2 3

Quelles actions en commun avez-vous mené ?

En octobre 2011, nous avons lancé une campagne en Tunisie et en Italie que nous avons appelée « D'une rive à l'autre : des vies qui comptent », pour faire savoir que si les vies des migrants ne comptent pas pour les responsables politiques, elles comptent pour nous et pour les familles.

Nous avons écrit à l'ensemble des ministres tunisiens et italiens concernés, publié un appel et organisé des actions au théâtre de Milan. Les jeunes arrivant en Europe «brûlent» les frontières. D'une certaine manière, ils unifient les rives, l'espace européen et africain. De part et d'autre, nous contestons la politique de séparation des espaces voulue par les États membres de l'Union européenne.

Pendant des mois, personne ne nous a répondu. Le 30 mars 2012, nous avons réitéré en faisant des manifestations ensemble. Un rassemblement a eu lieu devant l'ambassade tunisienne à Rome. Les mères se sont, elles, réunies devant l'ambassade italienne à Tunis. Elles ont été créatives et radicales : elles ont presque pris d'assaut avec leur corps et leurs cris l'ambassade italienne qui était fermée à ce moment-là.

Que peuvent faire les autorités tunisiennes et italiennes pour retrouver la trace de ces bateaux fantômes et de leurs passagers ?

Beaucoup de choses. Les mères ont besoin de clarté et de transparence. Elles ont le droit de savoir. Les institutions ne doivent pas être silencieuses face à leur douleur. Or, en ne répondant pas ou en délivrant les informations par bribes, elles sèment la confusion. Nous avons d'abord demandé au



Manifestation du 30 mars 2012.

Consiglia 142 1

Tweet 51 Offrir l'article

A+ A-

MOTS-CLÉS

méditerranée immigration Tunisie disparus

DERNIERS ARTICLES

Afrique et Syrie: l'Elysée a décidé de bouger

Le régime Assad veut semer la terreur au Liban

Le destin contrasté des glaciers de l'Himalaya

Syrie : comment travaillent les humanitaires

Laurent Fabius définit l'axe prioritaire du Quai d'Orsay : la diplomatie économique

DU MÊME AUTEUR

Migrations : le sauvetage maritime en perdition

Valls à la recherche de l'«équilibre» sur l'immigration, la naturalisation et l'asile En Italie, la crise chasse les migrants du nord au sud

FN, UMP: surenchère à l'Assemblée sur l'aide médicale d'État

Immigration à Mayotte : des sénateurs stupéfaits et «accablés»

Naufrage en Méditerranée: le témoignage du seul survivant

À Lampedusa, la solidarité avec les migrants l'emporte

La révolte gronde dans la prison pour migrants de Trapani, Italie

SUR LE MÊME THÈME

En Tunisie, «le gouvernement ne fait rien pour protéger les libertés»

L'enfance sans parent (4/5): Ariège, les exils adolescents

Austérité en Espagne: des médecins vont désobéir

«Totalelement carbonisé», l'ambassadeur Boillon quitte Tunis

Les acquis des révolutions arabes

gouvernement tunisien d'envoyer à Rome les empreintes digitales des Tunisiens disparus. Ce type de procédure est très rapide quand il s'agit d'expulser des sans-papiers. Après plusieurs mois, les empreintes ont finalement été transmises et la comparaison a pu être faite. Mais l'Italie a refusé de nous délivrer les résultats, disant que c'était aux Tunisiens de le faire.

À Tunis, aucune communication officielle n'a été organisée. À force d'acharnement, quelques familles ont reçu une réponse négative, c'est-à-dire que les empreintes ne coïncident pas avec celles recueillies en Italie. Le problème, c'est qu'on ne sait pas exactement quelles empreintes ont été envoyées. En plus, les autorités italiennes reconnaissent elles-mêmes qu'elles ont été débordées lors des premières arrivées et qu'elles n'ont pas eu le temps de collecter toutes les empreintes. Donc les mères doutent encore.

Une commission d'enquête aurait dû être lancée immédiatement. Les empreintes auraient pu être vérifiées tout de suite. Pour savoir si les bateaux étaient bel et bien arrivés à destination, il aurait fallu accéder aux archives de la gare côtière et de la questure italienne. On nous a refusé ces informations, seuls les fonctionnaires d'État étant autorisés à les obtenir. La compagnie de téléphone utilisée par les migrants aurait dû être sollicitée pour localiser les derniers appels émis. On aurait pu faire un tour des centres de rétention : les familles veulent voir de leurs yeux. Une commission aurait pu expertiser les vidéos pour identifier les personnes présentes sur les images. Rien de tout cela n'a été fait. Il est encore temps, même si c'est tard.

1 2 3

MOTS-CLÉS DE L'ARTICLE

méditerranée immigration Tunisie disparus

Consiglia

142

1



Réalisé au téléphone vendredi 25 mai 2012, cet entretien avec la philosophe, féministe et militante italienne Federica Sossi ouvre une série d'articles sur la Méditerranée, cimetière migratoire. En 2011, selon les estimations du HCR, au moins 1 500 migrants ont péri lors de naufrages en traversant cette mer. Dans le sillage de la révolution tunisienne et de la guerre en Libye, environ 50 000 personnes ont tenté ce passage. Au risque de leur vie car l'entrée dans l'Union européenne leur est impossible par ailleurs, en raison du durcissement généralisé des politiques d'immigration. En toile de fond de cette série : le [projet Boat4People](#) initié par de multiples associations africaines et européennes engagées en faveur des droits des étrangers et dont l'objet est d'alerter les opinions publiques et de dénoncer cette hécatombe aux portes de l'UE.